

## Pour un avenir plus juste



Comme à leur habitude, à la veille de chaque échéance électorale, Nicolas Sarkozy et son gouvernement nous imposent des subterfuges pour éviter les débats concernant les préoccupations réelles des Français sur l'emploi, le chômage, l'environnement... Aujourd'hui, la droite passe du sujet récurrent de l'insécurité sur lequel elle a échoué, à celui de l'identité nationale.

Pour nous, socialistes, ce sont les valeurs de solidarité et la juste redistribution des richesses qui doivent être au cœur des débats, avec des réponses concrètes pour l'emploi, les jeunes, l'environnement et les transports, le logement et la santé. Depuis 2004, les régions socialistes pallient avec efficacité les désengagements massifs de l'État et ont largement pris leur part dans le soutien à la consommation face à la crise : près de 100 000 emplois préservés, 5 milliards d'euros investis pour la formation, 50 000 logements bénéficiant d'aides à la diminution de la consommation d'énergie...

Quand le gouvernement abandonne les territoires, les régions socialistes s'engagent au-delà de leurs compétences avec une fiscalité efficace et maîtrisée. Pour un avenir plus juste, nos régions ont des projets afin d'innover, préparer et protéger. D'ores et déjà, la campagne s'organise sur le terrain, et la diffusion du « Contrat socialiste pour nos régions » a commencé. De nombreuses initiatives militantes ont lieu depuis début janvier sur l'ensemble des territoires : forums sur les transports, débats sur la santé, rencontres des salariés d'entreprises menacés par le chômage...

Par notre présence sur le terrain, militant-e-s, élu-e-s, président-e-s de région, nous allons répondre aux véritables problèmes qui préoccupent nos concitoyens et partager avec eux nos propositions. Un avenir plus juste peut se concrétiser dès les régionales, mais aussi une dynamique pour préparer l'alternative au pouvoir en place. Cela dépend de la mobilisation de toutes et tous.

### L'AGENDA

#### 26 janvier

► Grève nationale  
Manifestations et grève nationale, à l'appel de l'intersyndicale, des infirmières et du personnel de soins pour l'abrogation des ordres.

#### 30 janvier

► Manifestation nationale  
Le personnel enseignant défile à Paris « pour un système éducatif plus juste et plus égalitaire ».

#### 30-31 janvier

► Mobilisés pour les régionales  
Réunion des Premiers fédéraux (samedi) et rassemblement des Secrétaires de section (dimanche) à la Mutualité, Paris

#### 31 janvier

► Médias  
17h40 : Martine Aubry sera l'invitée de C Politique sur France 5.



## L'info en continu

Germinal Peiro, 13/01/10

### Agriculture

« Le projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du gouvernement ignore la baisse inexorable du nombre d'exploitations agricoles et la diminution sans précédent du revenu agricole », a commenté le Secrétaire national à la ruralité et à la mer, alors qu'était présenté en Conseil des ministres le projet de loi pour moderniser ce secteur. « Cette évolution répond à une logique libérale qui met l'accent sur la compétitivité ».

Martine Aubry, 17/01/10

### Vote des étrangers

« Je pense que la société française est mûre pour accepter l'idée d'un vote des étrangers aux élections municipales. Cela fait quinze ans que je me bats et je regrette que nous ne l'ayons pas fait plus tôt. Nous attendons un signe de confiance en faveur des étrangers qui payent leurs impôts, sont parents d'élèves, s'investissent dans des associations. Nous voulons leur donner une citoyenneté de résidence comme les autres pays européens » a déclaré la Première secrétaire du PS, alors que les députés socialistes ont déposé un projet de loi en ce sens.

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

# 1559

## Heures travaillées par an par Français

Dix ans après, la droite continue de vouloir défaire la grande réforme de la Gauche qu'a été les 35 heures en expliquant que les Français travaillent moins que les autres et handicapent la compétitivité des entreprises. Ce chiffre réhabilite les 35 heures puisqu'il indique que nous travaillons 127 heures de plus que les Allemands et 146 heures de plus que les Néerlandais.

### L'ACTU DU BUREAU NATIONAL

#### Solidarité avec Haïti

Le Parti socialiste a exprimé sa solidarité au peuple haïtien et à tous les citoyens originaires d'Haïti. Il salue l'élan de solidarité en France et en Europe à l'occasion du séisme qui vient de frapper l'île et se félicite de la mobilisation de ses collectivités locales. Le PS a insisté pour que soient facilitées « les démarches des Haïtiens résidant en France qui souhaitent accueillir leur famille », il propose également « l'accueil en France et en Europe d'Haïtiens bénéficiant de la protection temporaire » suivant une directive européenne de 2001, transposée en droit français en 2005. Parce que le désastre qui frappe aujourd'hui Haïti est aussi un désastre du sous-développement ; le PS a appelé à la tenue d'un « G20 de la solidarité et de la reconstruction en Haïti »

et au lancement d'un plan de construction et d'équipement aux normes antisismiques dans les pays pauvres exposés aux mêmes risques.

#### Un bouclier pour les services sociaux

Le 21 janvier, l'Assemblée nationale a examiné la proposition de loi, déposée par le président du groupe socialiste, Jean-Marc Ayrault, visant à protéger les missions d'intérêt général confiées aux services sociaux et à la transposition de la directive service. Le but étant de sécuriser juridiquement le fonctionnement et le financement des services sociaux d'intérêt général, notamment en permettant de les exclure du champ d'application de la directive service, comme l'ont déjà fait une majorité de pays européens. Le Bureau national du Parti

socialiste a dénoncé l'attitude du gouvernement, qui « en éparpillant les multiples textes d'application et en refusant de proposer un texte législatif cadre a dessaisi la représentation nationale d'une question éminemment politique, faisant ainsi passer ce débat par la petite porte. » Parce que de cette transposition se joue le sort des services sociaux, notamment la petite enfance, qui sont au coeur de notre modèle social, le PS demande au gouvernement de « rendre public l'ensemble des documents techniques » lié au sujet et réclame « l'utilisation de l'ensemble des marges d'appréciation laissées à chaque état membre pour sécuriser les services sociaux. » Dans 25 des 27 états membres de l'Union, une loi générale de transposition a permis une discussion libre et transparente.

### LA VIE DU PARTI

À quelques semaines d'échéances électorales capitales, la Revue socialiste consacre un numéro spécial à la France des régions. Les contributions d'Alain Bergounioux, Élisabeth Guigou, Jean-Louis Bianco, Laurent Jalabert, Yves Jean, Bruno Rémond, et Gérard Le Gall notamment, permettent ainsi au lecteur d'échapper aux simplifications du débat en cours sur l'identité nationale. D'identité, il est également question sous la plume de Bernard Poignant, Michel Wieworka, sociologue au Centre d'analyse et d'intervention sociologique (Cadis), Alain Finkielkraut, Mona Ozouf et de Matthias Fekl, maître de conférences à Sciences-Po.



Revue socialiste n°37  
La France et ses régions  
Prix : 10 euros  
A commander sur  
www.revuesocialiste.fr  
ou en écrivant  
à revue@parti-socialiste.fr

#### Sommaire :

**Introduction :** A. Bergounioux, Les territoires de la France

**Dossier :** L. Jalabert, Les socialistes et la régionalisation sous la V<sup>e</sup> République  
Y. Jean, Pouvoir régional : de nouveaux défis  
B. Rémond, Les États européens et leurs régions  
E. Guigou, Les régions, piliers de la décentralisation  
J-L Bianco, Quel avenir pour nos régions ?

G. Le Gall, À la recherche de la région  
**Polémique :** M. Wieworka, Être Français  
A. Finkielkraut, La France doit avoir un rapport affirmatif à sa propre histoire

**Grand texte socialiste :** M. Rocard, Décoloniser la province (1966)

À propos de... M. Ozouf, Composition française.  
Retour sur une enfance bretonne  
M. Fekl, Au passé composé. Les trois sources d'un attachement et d'une identité

B. Poignant, Identité et fidélités multiples  
M. Ozouf, Les identités de la France

**Actualités internationales :** H. Weber, Les Verts dans les élections législatives allemandes  
K. Pakzad, Afghanistan : après l'échec, quelle issue ?

# Les parlementaires socialistes à l'offensive

## En direct de l'Assemblée

Familles d'accueil des jeunes haïtiens, indemnités chômage, suppression d'emplois dans l'hôpital public, TGV, crise agricole, régulation des prix de l'énergie... Les députés socialistes occupent le terrain à l'Assemblée. Cette semaine encore, ils n'ont pas manqué de pointer le cynisme des parlementaires UMP, visiblement pressés d'en finir sur la réforme territoriale. « Sur 117 textes soumis au

vote, 60 % ont fait l'objet d'une procédure accélérée », a déploré Jean-Jacques Urvoas, député du Finistère. « Le gouvernement s'emploie à casser la décentralisation, fausser la démocratie et à faire les poches des collectivités », a renchéri Laurent Fabius. En écho, Elisabeth Guigou a lancé la « mobilisation générale » contre les « multiples attaques de la droite ».

## En direct du Sénat

Les sénateurs socialistes

ont pointé la volonté « centralisatrice » du gouvernement. « Le débat ne doit pas être la chambre funéraire des libertés locales comme il l'a été pour l'autonomie fiscale », ont-ils déclaré. Avant d'appeler à un renforcement significatif de la démocratie, en maintenant le principe d'un scrutin à deux tours, et à un renforcement de la décentralisation, en défendant le principe de la clause générale des compétences.

## RÉFORME TERRITORIALE

# Non à la manipulation...

### 1. Démocratique :

- en tenant un discours démagogique et mensonger contre les élus ;
- en instaurant un mode de scrutin injuste, déjà contesté par le Conseil d'Etat, destiné à favoriser la droite et à confisquer le pouvoir à la gauche ;
- en institutionnalisant le cumul des mandats pour le « conseiller territorial », à la fois conseiller régional et général ;
- en mettant à mal l'objectif constitutionnel de parité, inapplicable avec le nouveau mode d'élection.

### 2. Sociale :

- en supprimant la taxe professionnelle, ce qui représente un cadeau fiscal de 5 milliards d'euros par an pour les entreprises, désormais payé par les ménages ;
- en asphyxiant financièrement les collectivités qui ne pourront plus assurer leurs missions au service de l'emploi, de la solidarité et de la préparation de l'avenir et des services publics.

### 3. Territoriale :

- en réduisant drastiquement l'autonomie financière des collectivités et leur liberté d'action ;
- en complexifiant l'organisation territoriale en ajoutant « métropoles » et « pôles métropolitains » aux 3 niveaux actuels (communes, départements, régions) ;

- en organisant la recentralisation des pouvoirs locaux entre les mains du gouvernement.

### Nous proposons :

- la promotion d'une véritable égalité territoriale, via une péréquation organisée par l'État entre territoires riches et pauvres ;
- la garantie d'un juste équilibre entre la fiscalité sur les entreprises et sur les ménages ;
- l'assurance de ressources suffisantes, durables et dynamiques pour financer les services publics locaux
- le développement de la démocratie locale avec le rapprochement du citoyen des pouvoirs publics, l'extension du suffrage universel et le respect du principe de parité
- l'achèvement de la carte intercommunale en 2011, sur la base du volontariat ;
- l'octroi du droit de vote aux étrangers lors des scrutins locaux.

► Pour en savoir plus : <http://www.defendonsnosterritoires.fr>

**Défendons nos Territoires**

ACCUEIL DÉCRYPTAGE PRESSES DE POSITION NOS PROPOSITIONS

Réforme des collectivités locales et suppression de la taxe professionnelle... c'est une recentralisation aux conséquences dramatiques que le gouvernement veut imposer

Pour nos enfants, ce seront moins de financements pour nos écoles, nos collèges et nos lycées. Pour nos aînés, ce sera moins d'accompagnement du grand-âge et de la dépendance. Pour nos entreprises et nos emplois, moins de soutien face à la mondialisation.

Les élus locaux sont dévoués au bien public. La réforme territoriale doit améliorer la démocratie locale, pas la casser.

Alignez avec nous pour défendre la démocratie locale face à la volonté autoritaire du pouvoir.

**INTERPELLER LES PARLEMENTAIRES UMP ET NOUVEAU CENTRE**

Votre département



## L'info en continu

Pierre Moscovici, 18/01/10

### Avancée

« Une conquête sociale historique », c'est ainsi que Pierre Moscovici a qualifié la loi sur les 35 heures. Il rappelle que la réforme impulsée par Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn avait pour objectif « de créer des emplois et non en priorité de dégager du temps libre ».

Benoît Hamon, 18/01/10

### Justice

Les magistrats se sont mobilisés le 14 janvier pour dénoncer la disparition programmée du juge d'instruction. « Le projet du gouvernement ouvre définitivement la porte à l'ingérence du pouvoir politique et économique dans l'instruction des affaires pénales » a commenté le Porte-Parole du PS.

### À lire

Vincent Peillon s'intéresse dans son nouveau livre, **Une religion pour la République, à Ferdinand Buisson, (1841-1932), principal artisan de la laïcité française. Disciple d'Edgar Quinet, Buisson n'a eu de cesse de combattre l'alliance de l'Église et de la contre-révolution. Cet ouvrage ouvre de plus de nouveaux horizons à la philosophie politique contemporaine.**



Vincent Peillon, **Une religion pour la République**, éditions du Seuil, 2010, 285 pages, 18 euros.

# L'ÉDUCATION, NOTRE PRIORITÉ !

## L'éducation est abandonnée par le Gouvernement

La droite n'a jamais été à l'aise avec l'école publique. Sa politique sacrifie l'avenir de notre pays en rognant sur l'éducation de nos enfants.

► **Le Gouvernement supprime massivement des classes et des postes d'enseignants :**

13 500 postes qui ont été supprimés en 2009, et 16 000 qui suivront cette année : ce sont des classes qui ferment, des remplacements qui ne sont plus assurés, des infirmières, des conseillers d'orientation qui manquent. Les élèves les plus en difficultés sont les premières victimes de cette politique.

► **Ghettos et écoles élitistes, c'est leur projet.**

Le Gouvernement augmente ses aides aux universités et aux écoles privées. La suppression de la carte scolaire amplifie la ghettoïsation des établissements en quartiers sensibles.

### NOUS REFUSONS CE MODÈLE.

## Les socialistes agissent pour une école de l'égalité réelle

Dans les collectivités territoriales que nous gérons, nous mettons tout en œuvre pour garantir à chaque enfant, chaque adolescent, les moyens de réussir ses études.

► **Le PS a rénové et construit des lycées et des centres de formation d'apprentissage :**

Nous avons rénové la moitié des lycées et CFA de France et nous nous engageons à poursuivre cet effort. La sécurité à l'école passe par un environnement agréable et sain.

► **Une action concrète pour faciliter les études de chacun :**

C'est la gratuité des manuels scolaires et des trousseaux pour les apprentis. Dans les régions socialistes, nous avons décidé de payer à chaque élève ses manuels pour qu'il puisse étudier. Cette décision a permis aux ménages d'économiser 150 euros par jeune par an en moyenne !

### LE PROJET SOCIALISTE POUR L'ÉCOLE :

- **Un plan de lutte contre les inégalités scolaires :** renforcer les ZEP, diminuer le nombre d'élèves par classe, promouvoir les expériences innovantes, soutenir les familles en difficultés et assurer la mixité sociale.
- **Un vaste chantier d'amélioration des méthodes pédagogiques** pour inventer l'école de demain, avec l'ensemble des acteurs concernés.
- **Un moratoire immédiat sur les suppressions de postes, une revalorisation des métiers de l'éducation et une rénovation de la formation des enseignants.**

## Renforcez le Parti socialiste, rejoignez-nous

PS



Je souhaite prendre contact avec les socialistes

Je désire adhérer au Parti socialiste

Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)

Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste,  
10 rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07  
contact@parti-socialiste.fr - parti-socialiste.fr

Nom .....

Prénom .....

email .....

Tél .....

Adresse .....

code postal .....

Ville .....